



Commandites p. 3

Pierre de Bellefeuille et Michel Rioux s'attaquent aux mensonges libéraux.



Pilule lucrative p. 5

Comment faire un gros tas d'argent avec la douleur des autres.



Délire médiatique p. 8

Les conneries écrites dans La Presse, Le Devoir et Le Métro.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 08

Mai 2004

3,50\$



Travailleurs, congédiions Charest!

(puis abolissons tout travail aliénant...)



The Gazette rides again

Par une invention barbare il reprend les hostilités avec le Piquou

Depuis quelque temps, le journal The Gazette avait semblé déposer les armes contre son éternel ennemi: le nationalisme québécois. Le sécurisant Clarity Bill, la victoire électorale du Sauveur du Canada, l'arrivée de Paul Martin qui devait définitivement écraser le Bloc. Tous ces éléments rassemblés avaient poussé éditorialistes et chroniqueurs de ce journal à retourner à la caserne, because separatism is washed out.

On a manqué de vigilance. Tout s'effondre avec le marécage des commandites. 2004 s'avère annus horribilis. Bien avant le jour de l'an, il a fallu que le Sauveur gâche tout en mécontentant bien des gens. Dur calvaire enfin que cette semaine sainte! De vilaines choses ont été ébruitées sur un dénommé Chuck Guité. Lors du dernier référendum, ce haut responsable des basses œuvres d'Ottawa aurait dépensé huit millions de beaux dollars afin de louer tous les panneaux publicitaires extérieurs disponibles au Québec. Et voici que le PQ et l'ADQ demandent au Directeur général des élections d'ouvrir une enquête sur les dépenses référendaires du camp du Non. The Gazette se devait donc de reprendre le sentier de la guerre.

Don Macpherson sera le premier journaliste à monter aux barricades avec un texte au titre provocateur: The night the PQ almost stole a country. Pour cette première salve de reprise des hostilités, il se sert d'un vieux citron maintes fois pressé par The Gazette et qui veut qu'une fois les bureaux de vote fermés le soir du référendum, des scrutateurs nommés par le Parti québécois dans deux ou trois comtés auraient fait des excès de zèle en annulant de nombreux bulletins. La raison du choix d'une telle fable? Si, suite aux révélations Guité, nombre de Québécois en viennent à penser que le gouvernement Chrétien a faussé les règles du jeu lors du référendum et qu'on

a ainsi empêché le Québec d'entrer dans le concert des nations, le journaliste pense qu'il faut attaquer le camp du Oui sur le même terrain.

Macpherson fait de la diversion en pervertissant les dires de Pierre Duchesne dans le tome III de sa biographie de Parizeau. Il traduit en anglais pour ses lecteurs cet extrait en page 523: «La plupart des directeurs à l'organisation de comtés (DOC) reçoivent comme ultime directive d'aller chercher de trois à quatre votes de plus par section de vote. On estime que la victoire est possible pour le lendemain, mais que ce sera terriblement serré. On espère ainsi amasser 500 votes de plus par comté.»

La perfidie du chroniqueur est de faire croire que cette incitation des organisateurs péquistes envers les militants à faire sortir le vote cache plutôt une autre intention: celle d'inviter les scrutateurs à annuler systématiquement quatre ou cinq votes du Non dans chacun de leur bureau au moment du décompte des bulletins. Duchesne n'a jamais écrit une telle chose et Macpherson se sent obligé de l'admettre: «...the book never mentions the scandal of the valid No votes that were rejected in at least a few ridings by the sovereignist scrutineers...»

Pourquoi, en ce cas, faire de telles allusions? Parce que dans la guerre contre les «séparatistes», et l'exemple vient d'en haut lieu, tous les coups sont permis. Macpherson et son chef de pupitre savent bien que la plupart des gens ne liront l'article qu'en diagonale. À partir de ce fait, quoi de mieux que de donner l'impression aux lecteurs que les «séparatistes» sont fourbes? Ce 10 avril, il n'y avait pas que le titre qui mentait mais également cette vicieuse petite phrase en chapeau de texte: «Parizeau book reveals how PQ workers were instructed to steal a few votes per poll enough to sway a close referendum.» Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose.

CLAUDE G. CHARRON

Macpherson fait de la diversion en pervertissant les propos de Duchesne dans sa biographie de Parizeau...

Ouf!

Mohamed Cherfi peut souffler. S'il est déporté en Algérie, il n'a plus rien à craindre. La démocratie s'y porte bien. L'ex-président vient d'y être réélu par 85 % des suffrages.



Crudités et méchoui

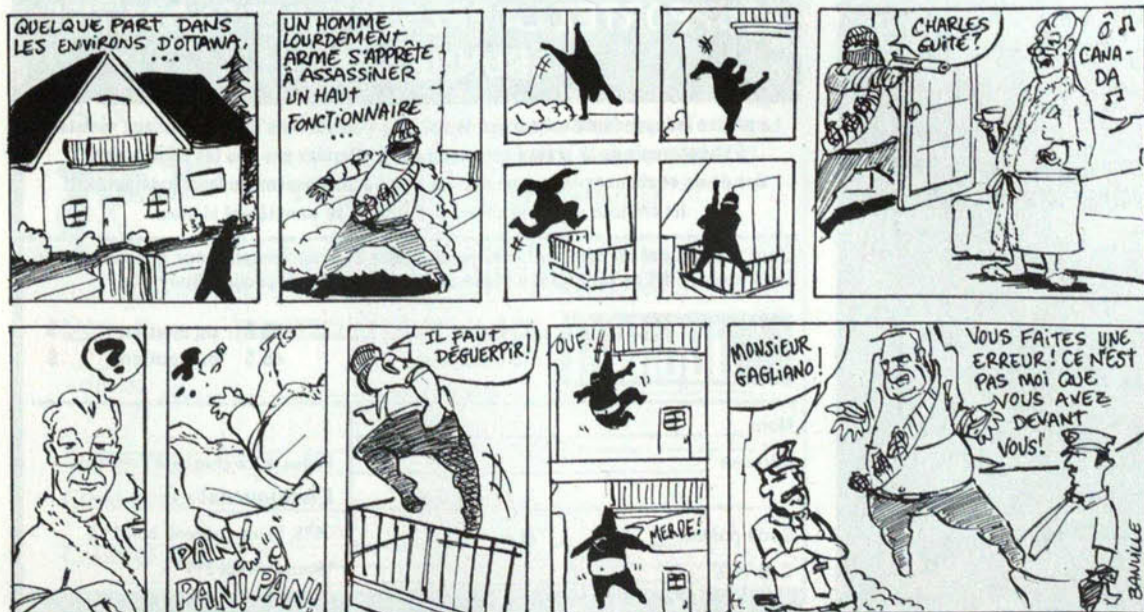
Pour plusieurs commentateurs proches de la Maison Blanche, les cadavres calcinés des quatre mercenaires de la compagnie Blackwater tués par les résistants de Falloujah étaient des images trop crues pour les montrer au peuple américain. Un autre bel exemple de mensonge des autorités, puisqu'à l'évidence ce que montrait ces images était plutôt bien cuit...

Conseil d'ami à Patapouf

Cher Jean, toutes ces manifestations, tout ce mécontentement qu'expriment tes sujets te donnent des soucis et te rident le visage? Pourquoi ne pas recourir à la chirurgie esthétique? Un petit face-lift, ça n'a jamais tué personne!

Les Irakiens sont des cons

Plutôt que de tirer sur les Américains à la carabine et au lance-roquette, ils devraient enfin utiliser leurs armes de destruction massive.



ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org!



COUAC' en fasse notre gouvernement... La société civile s'exprime!

Sauvons la butte à Mathieu!

A PRÈS LE SCANDALE DE GUINDONVILLE, Val-David est aux prises avec un autre dilemme municipal : faire revivre ou non la Butte à Mathieu, première boîte à chanson du Québec. Dès lors, il est intéressant d'observer comment réagira le nouveau maire, Dominic Asselin. Saura-t-il relever la réputation de Val-David entachée par son prédécesseur (qui est parti travailler aux États-Unis suite à cette affaire)? Jusqu'à présent, rien ne permet d'y croire. Conformément à ses propos, ce haut lieu de la culture québécoise rime avec « party » qui pourrait déranger les voisins jusqu'aux petites heures du matin.

Décidément, M. le maire ne semble pas réaliser que la Butte à Mathieu constitue le berceau de la chanson québécoise. Elle a mis le Québec sur la carte au plan culturel; elle nous a assuré, pendant une vingtaine d'années (de 1959 à 1979), un lieu d'échanges interculturels et interdisciplinaires et elle a propulsé autant de pionniers de la chanson, tels que Vignault, Léveillé et Leclerc, que d'artistes visuels et d'humoristes qui ont fait et font encore notre fierté.

Aujourd'hui, à la suite de sa fermeture qui dura près de 25 ans (conséquence d'un désintérêt populaire pour la chanson à texte propre aux années 80), le fondateur Gilles Mathieu livre un combat pour redonner à ce monument culturel sa place dans la société québécoise. C'est que le nouveau maire, ancien promoteur immobilier, veut bien revitaliser le secteur de l'ancienne

Butte, mais l'émancipation de la culture semble bien loin de sa mire de « politicien-promoteur », pour paraphraser Richard Desjardins. Le bâtiment est donc menacé d'être transformé en condominiums, ainsi soit la volonté des seigneurs de la rentabilité.

En fait, la municipalité a deux choix au menu : démolir la Butte et en faire des condos ou s'allier au projet de Gilles Mathieu en restaurant le bâtiment pour en faire une nouvelle Butte. Or, comme la population est déjà échaudée par l'affaire Guindonville, M. Asselin ne veut pas porter le blâme d'une nouvelle démolition. Mais il ne veut pas non plus risquer de perdre les votes de quelques citoyens inquiets par le projet, en s'y ralliant. Il s'applique donc à se montrer le plus neutre possible et remet entre les mains de M. Mathieu la décision finale tout en lui imposant des exigences impossibles à rencontrer. Quelle magnifique leçon de courage!

En bref, il accorde 30 jours à M. Mathieu et sa fondation (la Fondation du musée de la chanson) pour trouver les fonds nécessaires aux rénovations, pour convaincre les quelques résidents qui occupent le site de partir et pour acheter les terrains que ceux-ci devront délaissier (alors que la Butte pourrait très bien exister sans avoir à déloger quiconque). De plus, la mairie refuse de faire les démarches requises pour conférer au bâtiment l'accréditation de bien culturel,

ce qui le protégerait en plus de faciliter l'octroi de subventions.

Puisqu'il est presque inconcevable que M. Mathieu puisse répondre à toutes ces exigences dans les délais prescrits, autant penser que le maire rejette le projet et qu'il se sert de celui-ci pour se déresponsabiliser de la démolition. Il a même déjà précisé que s'il fallait démolir la butte, cela devait venir de la bouche de M. Mathieu.

Un soupçon d'espoir subsiste grâce à une communauté d'artistes qui se sont engagés à participer à un spectacle bénéfice. L'événement aura lieu le premier mai prochain au Bistro plein-air de Val-David. Y seront présents : Raymond Lévesque, Gaétan Leclerc (neveu de Félix Leclerc), Loco Locass, Armand

Vaillancourt et Tomas Jensen, pour ne nommer qu'eux. Selon Catherine Baicoianu, coordonnatrice du projet, cet événement ne suffira pas à ramasser les fonds nécessaires à la restauration du site, c'est pourquoi un appel est lancé à tous ceux et celles qui ont à cœur la culture et qui seraient intéressés à y contribuer.

Enfin, si la Butte trouve de la résistance sur son chemin, l'apparente recrudescence de la chanson engagée au Québec ainsi que l'urgence de trouver contrepois à la culture du « star système » laissent miroiter une conjoncture favorable à sa renaissance.

ANDRÉE DESHARNAIS

Pour obtenir de l'information, adressez-vous au desmodai@polyinter.com



COURRIER DES LECTEURS

Lettre ouverte à Paul Martin

Je suis étudiant universitaire. J'ai 22 ans. Depuis la fin du secondaire, je travaille pour gagner un peu d'argent pour payer mes études. J'arrive difficilement à joindre les deux bouts, mes parents n'ont pas les moyens de m'aider. Souvent, je dois me lever à 5h du matin pour me rendre au travail. Je fais ça parallèlement à mes études à temps plein. Je viens de finir mon rapport d'impôt. J'ai gagné près de 12 000 \$ pour l'année 2003. Là-dessus, je dois payer au fédéral plus de 350 \$ d'assurance emploi, et plus de 300 \$ d'impôt, après déduction de mes frais scolaires, sans compter le Régime des rentes et l'impôt du Québec. Au total, je dois retourner aux gouvernements près de 1 000 \$ sur mes maigres revenus annuels de 12 000 \$.

Quand je me suis assis pour faire mon rapport d'impôt, j'ai entendu aux nouvelles que vous, monsieur le premier ministre, vous avez transféré les avoirs de votre compagnie de bateaux à vos enfants, la Canadian Steam Ship Line (CSSL). Vous avez placé plusieurs de vos bateaux sous pavillons étrangers pour échapper à l'impôt. Cela permet aussi à la compagnie dont vous avez transféré la propriété à vos fils d'engranger des profits supplémentaires de plus de 100 millions de dollars, de congédier les travailleurs canadiens pour les remplacer par des travailleurs étrangers, notamment Ukrainiens, qui gagnent cinq fois moins cher.

J'ai également appris que, lorsque vous étiez ministre des Finances, vous avez aboli les paradis fiscaux, sauf un, celui qui vous avantageait personnellement comme propriétaire de la CSSL. En effet, vous n'aviez à payer que 2 ou 3 % d'impôt à l'étranger au lieu de payer 34 % d'impôt au Canada. Comme jeune qui regarde vers l'avenir, je questionne votre éthique et je me demande comment on peut, au Canada, se faire gouverner

par des gens qui abusent de leur pouvoir pour faire fonctionner le système à leur avantage? Monsieur Martin, nous prenez-vous pour des valises?

Louis Côté

Lusurpateur

Dans la biographie du premier ministre du Québec publiée dans les pages du site cybernéc de Radio-Canada, nous pouvons lire cette déclaration de M. Jean Charest:

« Peu importe ce que je ferai dans ma carrière politique, si je ne peux donner le Canada à mes enfants, j'aurai failli à la tâche. » (Décembre 1998, in : <http://www.radio-canada.ca/util/ur/ljs.html?/nouvelles/elections/qc2003/biocharest/>)

Plus qu'une allégeance fédéraliste (ce qui était parfaitement connu des citoyens, il est vrai, avant l'élection du Parti libéral), cette position idéologique signifie d'emblée, clairement et hors de tout doute, que les intérêts du Canada conservent aux yeux de M. Charest absolue priorité sur ceux du Québec. [...]

Par voie de conséquence et par définition, citoyen Charest, vous attendez à votre fonction. [...] M. le premier ministre, vous êtes un usurpateur.

Jean-Luc Gouin

Le gouvernement consulte la population!

Le gouvernement néo-libéral, dans sa volonté de se rapprocher de l'opinion publique, a récemment eu la grande idée de remplacer une commission parlementaire sur l'avenir des CEGEPS par... un Cyberforum! Quelle ingéniosité! Ainsi on s'assure d'avoir toute l'apparence de consulter les citoyens sans avoir à leur faire face.

Jamais la démocratie n'aura été mieux représentée par l'expression : « cause toujours ». Voilà qu'on remplace l'exigence de soutenir ses positions avec des arguments et des démonstrations

par l'exhibition de préjugés, de sentiments et d'idées reçues. On peut donc y lire des avis aussi sérieux que : Ca sert à rien... Moi j'ai trouvé ça plate... C'était pas si pire...

Et pour ceux qui voudraient soumettre des mémoires plus sérieux, eh bien! vous avez jusqu'au 17 mai pour les envoyer. Un mois, ça laisse beaucoup de temps pour consulter ses membres, ça! Et puis on s'assure d'une grande participation des étudiants qui, bien sûr, délaissieront leurs examens ou leurs jobines d'été pour préparer tout cela!

Mais un vrai forum aura lieu les 9 et 10 juin! C'est bien vrai, mais il ne risque d'y avoir pas grand monde. Les étudiants seront en vacances, et, comme on l'apprenait dans un article du Devoir du 9 avril, des enseignants, des professionnels et des gestionnaires des collèges participeront à un colloque au cégep de Saint-Hyacinthe.

De toute façon, on dit entre les branches que la Réforme serait déjà toute prête. On voudrait que chaque cégep puisse être autonome et définir ses orientations. Chacun pourrait décerner son propre diplôme et définir les cours obligatoires pour ses étudiants. Cela favoriserait la saine concurrence bien sûr! Au passage, c'est toute la formation générale commune à tous (les cours de français, philo, anglais et éducation physique) qui pourrait disparaître. De toute façon, à quoi ça sert de faire de la philo pour les étudiants en technique, ça ne fait que les retarder!

Valérie Guilloteau, Montréal
Adresse du Cyberforum : <http://www.forumcollegial.org>

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

PLOGUES



Greenpeace vient de faire paraître sa dernière édition revue et corrigée du Guide des produits avec et sans OGM parce que le gouvernement fédéral s'appête à autoriser le blé OGM de Monsanto (entreprise responsable de plus de 90 % des OGM semés dans le monde) et qu'il n'impose toujours pas l'étiquetage obligatoire des produits contenant des OGM.

De Mai 68 à Seattle

Quelles sont les différences entre les générations de la contestation, du mouvement étudiant de Mai 68 et les manifestations altermondialistes à Seattle?

Le numéro du printemps de la revue ARGUMENT propose un dossier spécial qui répond à cette question. Jean-Marc Piotte s'inspire de son expérience de militant et de professeur de science politique à l'UQAM pour expliquer les différences entre générations. Mathieu-Robert Sauvé discute de l'absence de militantisme des années 1980 et de la « génération X ». Francis Dupuis-Déri – collaborateur au COUAC – constate que les radicaux d'aujourd'hui ne rêvent pas de « révolution », ce qui ne les empêche pas de contester. Et le militant et philosophe français Daniel Bensaïd parle de l'extrême-gauche en France.

Dans le même numéro d'ARGUMENT, un second dossier sur l'humanisme face à la révolution technologique.

Les anarchistes se réunissent... sans violence, eh oui!

La 5^e édition annuelle du Salon du livre anarchiste de Montréal se tiendra le samedi 15 mai prochain de 10h à 18h au 2515 rue Delisle (près du métro Lionel-Groulx). Il s'agit du plus grand rassemblement culturel anarchiste dans la région du nord-est de l'Amérique du nord, et un lieu important d'échange d'idées anarchistes et anti-autoritaires.

Le Salon du livre s'adresse autant aux anarchistes qu'aux non-anarchistes et se déroulera en anglais, en français et en espagnol, avec la participation de plus de 75 éditeurs, diffuseurs, libraires et groupes de partout en Amérique du Nord et ailleurs.

Les événements en marge du Salon du livre comprennent des ateliers, des lectures, des films, des présentations, des visites guidées et bien plus. Tous les détails au <http://anarchistbook-fair.tactic.org>

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Andrée Desharnais, Francis Dupuis-Déri, Clôde de Guise, Michelle Loslier, Michel Rioux, Marco Silvestro, Sniper, Valentin Tardi, Dominique Tremblay, Simon Tremblay-Pepin, Ramone Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Dolbec, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Súcide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier, Charlotte Lambert

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo et Le Rire (France) et Le Journal du Jeudi (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 932-6775 en après-midi.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui « Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger ». (Jacques Guay)

Un an 30 \$ ou soutien ___ \$
 Deux ans 45 \$ ou soutien ___ \$

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Tél.: _____
Courriel _____
Faites votre chèque à l'ordre de
L'aut'journal
3575, Saint-Laurent, bur. 117,
Montréal H2X 2T7



La bague ? Sans blague !

JAMAIS COMME en ces temps torturés la fameuse histoire de transport ferroviaire racontée par Sir Winston Churchill n'aura-t-elle eu autant de sens. Je ne parle pas ici de cette réplique géniale du vieil alcoolo, à qui un adversaire politique reprochait ses travers

des affaires. Le paradis fiscal de la Barbade pour les bateaux de la Canada Steamship Lines, c'est comme l'affaire des commandites, en somme : une espèce de trou pour cacher de l'argent, comme le faisaient à l'époque les flibustiers, qui se faisaient une spécialité de piquer les biens des autres.



éthylques : «Demain, monsieur, j'aurai desoûlé. Mais vous, vous serez encore un con !»

Sir Winston, tout aristocrate fût-il, pouvait prendre la mesure des choses. «Si vous volez un rail, vous êtes un voleur et on vous flanque en prison. Mais si vous volez la compagnie de chemins de fer, vous êtes un homme d'affaires et on vous nomme au Sénat...» C'était sa façon à lui de traduire la fable dans laquelle La Fontaine explique que «selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir.»

Robinson, Svend Robinson, a piqué une bague. Filmé de tous côtés par des caméras. Quelle mouche l'a piqué ? Dieu seul le sait. On parle d'acte manqué, une espèce de suicide auquel a lui aussi succombé Claude Charron il y a une vingtaine d'années. Charron, c'était un veston chez Eaton.

Il démissionne, le Robinson. Passe aux aveux en public, en sanglotant. Rendue, la fameuse bague, qui devait valoir quelque chose comme l'équivalent des émoluments touchés en deux minutes par un PDG haut de gamme. Brisée peut-être, la carrière.

Et Sir Winston, alors ? me demandez-vous avec cette insistance dont vous me harcelez, chers lecteurs/trices, dès lors que je semble m'éloigner de mon sujet.

C'est qu'on se dit, en voyant et en entendant les Pelletier, les Gagliano, les Lefrançois, les Ouellet, les Chuck Guité et autres préposés aux basses oeuvres fédérales afficher cette morgue insupportable quand on leur demande, – et combien timidement ! – de rendre des comptes, que Svend n'a jamais compris comment elle fonctionnait, la patente.

Elle fonctionne comme dans l'entreprise privée, la patente. Même privée, en effet, elle ne se prive de rien.

Dans un petit livre paru récemment chez VLB éditeur, Paul Martin & compagnies, l'auteur Alain Deneault démonte avec une efficacité quasiment chirurgicale comment le fils de Paul Martin a transposé en politique les pratiques du monde

«Actionnaire unique, multimillionnaire, exilé fiscal, député et le plus important membre du gouvernement, il est stratégiquement en mesure de déterminer à qui sera imposée la loi et à qui sa suspension sera vendue», écrit Deneault.

Paul Martin dans le rôle du pirate ? Mais oui ! A-t-on déjà oublié qu'il a fait main basse sur les 42 milliards \$ de la caisse de l'assurance-emploi, qui ne lui appartenaient pas ; qu'il a confisqué les 15 milliards \$ de surplus de la caisse de retraite des fonctionnaires fédéraux, tout cela pour faire plaisir aux banquiers et au Merveilleux Monde des Affaires, qui lui avaient intimé l'ordre d'effacer son déficit.

Quand on est en situation de passer des lois, autrement dit de décider de ce qui est légal et de ce qui ne l'est pas, plus besoin de trancher la gorge des victimes avec un sabre. Ça se fait en douceur maintenant, ces affaires-là.

Raymond Malenfant – quand Paul Arcand n'en parle pas, on a tendance à l'oublier, celui-là – avait demandé au juge chargé de sa faillite la charité de conserver trois maisons et trois voitures, dont deux Mercedes, celle de monsieur et celle de madame. Le syndic avait tout de même trouvé l'opération pour le moins curieuse. «Je ne vais pas donner une auto à quelqu'un qui m'en cache deux ou trois», avait-il dit. Une Excalibur, une Lamborghini, une Mercedes et une Rolls-Royce, propriétés de la famille, avaient en effet été retrouvées quasiment par hasard. Finalement, M. Malenfant a pu garder deux maisons.

Pour mémoire, souvenons-nous de Enron, de Martha Stewart, de Cinar, de Nortel, du NYSE, de Michel Gaucher, de ce René Obadia, fossoyeur de Nationair, qui aux dernières nouvelles avait toujours son château sur la montagne pendant que les employés courent après leur salaire dix ans plus tard. Privé de rien, ce monde-là.

Décidément, Svend n'a rien compris à rien.

Martin-Gagliano, même tricherie

TEL PONCE PILATE, qui prononce la condamnation de Jésus et s'en lave les mains, Alfonso Gagliano, ex-ministre et ex-ambassadeur, exécute les hautes œuvres de Jean Chrétien en gavant les copains de millions tirés de l'argent des contribuables. Il s'en lave les mains.

Paul Martin, ministre des Finances pendant que se déroulent ces combines, n'a rien vu. Il ment effrontément en prétendant présider un nouveau gouvernement alors qu'il jouit du même mandat que Jean Chrétien. Le scandale des commandites ? Il s'en lave les mains.

L'un et l'autre s'en prennent à des boucs émissaires. Ce sont les fonctionnaires qui sont responsables, déclare Gagliano. Pour sa part, Martin congédie quelques dirigeants de sociétés de la couronne.

Malheureusement, il y a quelques années, des apprentis politologues ont inventé un stratagème qui aide ces tricheurs à se laver les mains. Ce stratagème, c'est la notion «d'imputabilité» des fonctionnaires. Signalons d'abord que ce mot est mal choisi. Ce sont les actes, les gestes, les décisions qui sont imputables, et non pas les personnes. On veut donner à ce mot un sens proche de «responsabilité». Mais au-delà de l'erreur sémantique, il y a un vice de pensée, dans la mesure où la prétendue imputabilité d'un fonctionnaire, disons un sous-ministre, pourrait soulager le ministre de sa responsabilité. Cette idée est totalement inacceptable. Elle explique l'actuel cafouillage à Ottawa à propos du scandale des commandites.

La notion d'imputabilité des fonctionnaires est un stratagème inventé par les politiciens pour se laver les mains

L'article de la correspondante du *Devoir* à Ottawa, Manon Cornellier, dans le numéro des 10 et 11 avril, décrit fort bien ce cafouillage. Il est intitulé : «Le blâme à tout le monde et à personne – La confusion règne au Canada autour de la notion de responsabilité ministérielle».

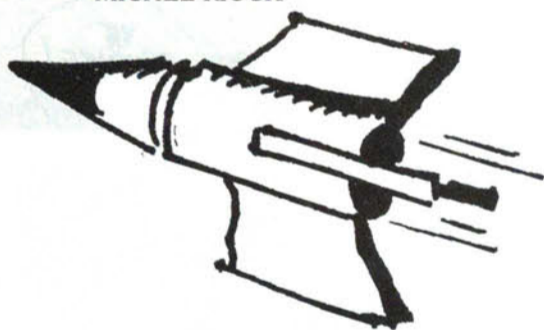
Par quel raisonnement tordu en est-on arrivé là ? Le raisonnement des inventeurs de «l'imputabilité», c'est que les ministères ont grossi, leurs activités sont plus complexes et que, par conséquent, il est difficile pour le ministre de savoir tout ce qui se passe dans son ministère. Donc il ne peut être tenu responsable de tout.

Or le principe de la responsabilité ministérielle, qui est fondamental en démocratie parlementaire, repose sur l'inverse de ce raisonnement. Le ministre doit rendre des comptes au Parlement. Il est alors le seul porte-parole de son ministère. Il lui appartient de se tenir au courant, de faire en sorte qu'il soit d'accord avec tout ce qui se passe dans son ministère. Plus celui-ci grossit, plus son action se complexifie, plus le respect de la responsabilité du ministre prend de l'importance. Autrement, c'est la pagaille, on se renvoie la balle, on pourchasse les boucs émissaires.

Voilà le spectacle que nous donnent messieurs Martin et Gagliano. Au fait, sont-ils encore des messieurs ?

PIERRE DE BELLEFEUILLE

MICHEL RIOUX



Maquillage

La clinique de chirurgie esthétique impliquée dans le décès de Micheline Charest nie énergiquement tout lien entre son personnel et les comptables chargés des chiffres de Cinar.

Meilleurs vœux

CHER PATAPOUF, les travailleurs québécois que tu méprises te souhaitent un 1^{er} mai sous l'auspice de la sous-traitance. Nous nous sommes en effet rendu compte que tes traits sont tirés, que tes lèvres tremblent, que ton regard est éteint, que les idées fuient ta moumoute. Tu as besoin de vacances, après un an de dur labeur. Car c'est pas facile de fourrer tout le monde en affirmant vouloir re-révolutionner tranquillement le Québec avec la réingénierie du bien public. Nous savons que, le 14 avril, tu n'as pas pu fêter en grand le premier anniversaire de ton règne et que tu t'es cloîtré avec Michou plutôt que d'affronter le peuple qui voulait t'ovationner à coups de tomates bien juteuses. Nous, tes employeurs,

avons donc décidé de sous-traiter la fonction de premier ministre au chien Max, aimable pitou légèrement plus photogénique que toi. Tu pourras ainsi aller te reposer, à l'abri des méchants syndicalistes qui entraînent les naïfs Québécois dans la protestation. Rassure-toi, grâce aux bienfaits de la sous-traitance nous pourrions quand même assurer ton salaire. Max est en effet disposé à remplir ton office en échange d'un peu d'eau et d'un bol de croquettes quotidien. Max a aussi l'avantage de ne pas vouloir tout démolir autour de lui. Il préfère – et de loin – faire la sieste.

COUAC DINNER

Le 14 avril, petite visite impromptue de quelques centaines de manifestants dans le hall du chic hôtel St-James où ces messieurs de la haute ont eu un cocktail un peu plus mouvementé que d'habitude.

Les sympathisants du Comité des sans-emplois et de la CLAC logement ont ensuite rejoint la manifestation organisée par les syndicats pour célébrer le triste premier anniversaire du règne patapoufien.



Étonnement

Un an après son arrivée au pouvoir, le gouvernement patapoufien a renié, reporté à plus tard ou bien modifié la plupart de ses promesses électorales. C'est pas étonnant : ils font tous cela. Ce qui est étonnant, c'est que des gens et des journalistes s'en étonnent encore...

Euh...

Considérant que chaque citoyen aura l'équivalent de 27 secondes pour donner son point de vue lors des consultations patapoufiennes de cet été, Le Couac suggère au maire Gérald Tremblay de bien se préparer. C'est pas le moment d'avoir un autre 16 secondes d'absence...

POUR S'ABONNER

Par téléphone : (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à : Le Couac.



- Abonnement d'un an : 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Quel avenir pour la gauche québécoise

Alors que la société québécoise aborde une période de fébrilité politique sans commune mesure avec l'apathie des années 1980-1990, la gauche est appelée à dépasser ses divisions et à se rallier pour faire cause commune devant les assauts répétés d'une droite organisée et déterminée à liquider les derniers vestiges de l'État-providence québécois. Se plaindre ne suffit plus, il est plus que temps de botter les fesses du gouvernement Charest.

Les groupes de pression plus ou moins corporatistes et les ONG, par exemple le collectif D'abord solidaires, la Fédération des femmes du Québec ou encore le FRAPRU, ont été jusqu'ici des lieux d'activités de prédilection pour la gauche québécoise. Or, actuellement, le parti au pouvoir adopte une attitude autoritaire et antisyndicale au point de couper toute communication avec les groupes sociaux tout en se livrant à une série de réformes antisociales. Il n'y a plus d'interlocuteur crédible en politique politicienne, il est grand temps de s'en apercevoir après trente ans de minouchage.

La gauche réformatrice québécoise vient d'en arriver à ce constat inévitable et pourtant évident : le refus de l'exercice du pouvoir politique n'est pas une stratégie viable. Le patronat occupe actuellement seul l'espace politique, et l'opposition se trouve reléguée dans une série d'organismes parallèles et marginalisés. Une conclusion s'impose : la situation exige la constitution d'un parti politique vraiment de gauche.

La confiscation du pouvoir politique à la bande de braconniers qui occupe actuellement l'Assemblée nationale ne sera pas chose facile. Il s'agit d'un combat à long terme, à armes inégales en matière d'outils de communication, de moyens financiers, légaux, policiers et autres. Cela exige une construction laborieuse et un effort soutenu.

Le parti Option citoyenne devrait voir le jour à l'automne. Les rumeurs veulent qu'il s'allie à l'Union des forces progressistes (UFP) et au Parti vert, ce qui est de bon augure. Le mouvement communautaire viendrait nuancer certaines positions radicales de l'UFP, alors que celle-ci pourrait pallier à l'absence de direction politique et à la mollesse traditionnelle des mouvements sociaux réformistes. Cela donnerait un parti suffisamment pragmatique et accessible sans pour autant qu'il soit à plat ventre.

Il faut à tout prix éviter que l'Option citoyenne sombre dans le même flou pastel où s'est empêtrée. D'abord solidaires lorsqu'il a été question de condamner explicitement les mesures néolibérales de l'ADQ et d'attaquer la droite autrement que par voies détournées. Mais lorsqu'il s'agit de proposer un projet de société il faut, au-delà des discours inclusifs et charitables, de la fermeté et des convictions claires, ce que l'UFP a assurément. Ainsi, peut-être les deux groupes se donneront-ils mutuellement une dose de réalisme et de relations publiques, d'un côté, et des notions de politique et de ce qu'est une approche combative de l'autre.

La manoeuvre exigera de plusieurs qu'ils fassent le deuil du Parti québécois. Le mouvement syndical devra ravalier cette idée surréaliste d'intégrer le PQ pour le tirer à gauche. L'indépendance du Québec est une question essentielle et devra continuer d'être une priorité pour les progressistes d'ici, mais elle ne saurait justifier que l'on continue à s'attacher à un parti qui ratisse au moins autant, sinon plus, à droite qu'à gauche.

Échapper à la tyrannie du bipartisme ne sera pas chose facile. Pour y arriver, une réforme du mode de scrutin vers la proportionnelle est

inélucltable. La gauche devra sortir de la logique réactive et ponctuelle dans laquelle elle s'est enfermée et adopter dès maintenant une attitude plus énergique, terrain sur lequel la droite a une bonne longueur d'avance.

La politisation de la population et de la jeunesse en particulier sont des instruments essentiels dans la formation d'une « guérilla » populaire anti-Charest. À cet effet, d'abord, le mouvement doit étudier sérieusement la fondation d'un nouveau quotidien d'information indépendant, progressiste et rigoureux. C'est une proposition qui a été maintes et maintes fois réitérée, par les camarades Lauzon et Baillargeon entre autres, sans jamais trouver d'écho chez les grandes centrales syndicales. Avec 98 % des médias entre les mains de deux propriétaires, notre humble province a la presse la plus concentrée au monde ! La libération du Québec des griffes de Charest passe d'abord par des médias libres, et il est temps de s'y activer.

Le mouvement doit travailler à l'éducation politique des générations montantes et opérer un rapprochement avec le mouvement étudiant autrement que dans une approche paternaliste. Ainsi, à première vue, les luttes étudiantes ont pu apparaître corporatistes, alors qu'elles expriment un enjeu majeur pour l'avenir du Québec : à qui profitera l'éducation ?

En somme, la clé de voûte de l'opération repose sur la formation d'une base sociale solide pour construire le nouvel État, ceci afin que les mouvements sociaux cessent de courir comme des poules sans tête – ou plutôt des têtes sans poules – et pour que le gouvernement cesse une fois pour toutes d'être la dictature du patronat...

ERIC MARTIN

Communiqué du FLIQ

MONTREAL LE 16 AVRIL 2004 – Nous l'avons affirmé à maintes reprises, le Front de Libération Ironique du Québec (le FLIQ) n'est pas le messie, ni un Robin Fusée des temps modernes. Nous ajoutons cette fois que le Front de Libération Ironique du Québec n'est pas non plus le bras vengeur qui tient le bistouri de l'ironie du sort, celui qui poursuivrait sans merci et trancherait dans le gras des nombreux magouilleurs et magouilleuses qui semblent toujours s'en tirer devant la justice institutionnalisée chargée de nous protéger du mal engendré par les affairistes ambitieux et ambitieuses qui dominent notre économie.

Ainsi, le Front de Libération Ironique du Québec nie avec véhémence avoir quoi que ce soit à voir avec le récent décès de Madame Micheline Charest, ancienne PDG de CINAR et petite voleuse de droits de hauteur.

Certes, le Front de Libération Ironique du Québec reconnaît avoir déjà déclaré que Micheline Charest était une championne mondiale pour liposucconner des subventions et des crédits d'impôt à nos trop nombreux paliers gouvernementaux. Cependant, contrairement à la rumeur publique et journalistique, aucune cellule du Front de Libération Ironique du Québec ne s'est infiltrée le mardi 14 avril dernier dans la chic clinique privée de chirurgie restétique de la rue Sherbrooke chargée d'enjoliver l'image pourrissante de la grand-mère adoptive de l'insignifiant Caillou et de ses millions de produits dérivés.

Le Front de Libération Ironique du Québec reconnaît aussi avoir déclaré en 2002, lorsqu'il a appris que Micheline Charest et son mari avaient détourné 122 millions de dollars U.S. vers les Bahamas, qu'on devrait lui payer un face lift à la machette indigène la Tabarnak. Mais cette déclaration, faite sous le coup de l'émotion fiscale, avait aussitôt fait l'objet d'excuses publiques de la part du FLIQ auprès des arboricoles bahamiens et ce dès que nous avons appris que cet instrument contondant n'était plus utilisé, même dans ces contrées aussi sauvages que dépourvues du moindre système de taxation.

Enfin, plus récemment, lorsque le Front de Libération Ironique du Québec a pris connaissance qu'après les plaintes retirées par la Commission des Valeurs vomilières du Québec et par la Gendarmerie Royale du Canada, Micheline Charest et son mari avaient récolté un bénéfice de plus de 18 millions de dollars U.S. avec la vente de leur compagnie moribonde au groupe Télé Tunes, le FLIQ avait certes déclaré : « Ouatche-la ben aller la sacrament, un jour a va se faire trafiquer les mamelles, pis a va nous envoyer la facture... ». Mais le Front de Libération Ironique du Québec n'est pas un mouvement d'agression, mais la réponse à une agression et le Front de Libération Ironique du Québec n'est nullement un démon exterminateur. L'ironie est plus forte que nous et plus forte que tout et n'a nul besoin du FLIQ pour frapper qui que ce soit. Watchez-vous !

Vive le sourire libre !
Vives les camarades ironistes !
Vive la révolution sarcastique québécoise !
Vive le Front de Libération Ironique du Québec !

L'ironie vaincra !

ALAIN SAINT-PIERRE

Triste anniversaire

Le 14 avril dernier marquait le triste anniversaire du naufrage du Titanic. Malgré les promesses de ses constructeurs à l'effet qu'il était « incouclable », le navire sombra dans les flots et fut perdu seulement quatre jours après le début de son voyage.

Le 14 avril dernier marquait également le triste anniversaire de l'arrivée au pouvoir des libéraux. Malgré les promesses de son chef à l'effet qu'il était prêt à gouverner, le parti sombra dans les sondages et sera battu seulement quatre ans après le début de son mandat.



Loto-consultation

Ainsi, la participation aux consultations patapoufiennes sera déterminée au hasard. Au pays de la loterie comme sport national, rien de bien étonnant. Le Couac a réussi à mettre la patte sur la question d'habileté mathématique à laquelle chaque gagnant devra répondre pour pouvoir réclamer son prix. La voici :

1 has been conservateur + 1 parti opportuniste (diviser le nombre de cartes de membres du PLQ par le nombre de membres du PLO. Si supérieur à 1, calculer la dérive démocratique) / (cote de popularité du gouvernement x marge d'erreur des sondages) – degré d'improvisation du gouvernement (QI du cabinet / QI moyen québécois) + (365 jours x 3 ans restant au mandat libéral – jours fériés).

Réponse : 27 secondes.

Superlatif

Si dans le « scandale des commandites » environ 100 millions de dollars se sont retrouvés dans les coffres d'une poignée d'agences de publicité sous forme de commissions, comment appeler les 100 milliards de dollars qui échappent annuellement à l'impôt à cause des paradis fiscaux ? Le super-méga-scandale ? La méga-méga-crosse du siècle ? L'hyper-extra-arnaque du millénaire ?

Possession simple et complexe

Rendant visite à des militaires néo-brunswickois, Paul Martin a commis deux fois le même lapsus, parlant de « l'invasion de la Norvège » par le Canada plutôt que du « débarquement en Normandie ». Serait-il possédé par l'esprit de son ancien chef et rival, Jean « plus meilleur » Chrétien ? À moins que ce ne soit la fonction de premier ministre du Canada qui ne soit maudite ? Ne prenons pas de chance avec les risques de contagion : vite, un exorcisme pour Martin – et abolissons le poste de premier ministre.

Chevalière d'industrie

Micheline Charest est décédée en se faisant défrapper. Les Bougon sont en deuil ! S'il y a quelqu'un qui savait fourrer le système et en être fière, c'était bien Micheline.



MUSIRONIE
samedi 17h
101,5 FM

Un reportage publicitaire gracieuseté du Couac En tournée depuis un an, et ça continue !

PATAPOUF et les Sinistres, LE groupe de rock défusion de l'année !! Ce groupe de jeunes loups vient de lancer un pavé dans la mare aux french frogs avec leur album « Prêt, pas prêt, j'y vas pareil ! ». Malgré peu de moyens et, visiblement, peu d'expérience pour faire face à la musique, Patapouf et les Sinistres réussit quand même à nous étonner avec des riffs bulldozer, des solos à vous couper le souffle démocratique et des rimes assassines : *J'ai un mandat clair / vous ne pourrez m'enlever / le droit de tout défaire*. Ou encore celles-ci, tirées de leur plus grand succès, *Fusion défusion annihilation : J'ai des idées plein la tête / je n'veux pas qu'on m'em-bête / je fusionnerai et défusionnerai / tout le Québec toute la planète / à moi à moi à moi / le droit le pouvoir le bien public*. De quoi décrasser les oreilles des bourgeois syndicalistes qui chantent encore du Marjo !!

En spectacle, le groupe décoiffe. Couillard, aux claviers, se sert d'un système démodé et réussit à faire des miracles avec quelques bouts de fil de fer. Les sons qui en sortent sont pour le moins... équivoques. Aux guitares, Hamad et Mulcair se démènent comme des diables dans le gaz naturel. On leur recommanderait toutefois d'accorder leurs guitares, parce qu'on a parfois l'impression qu'ils ne jouent pas le même air. Séguin,

imperturbable à la batterie, bat la mesure et montre qu'il est le seul expérimenté du groupe. Le jeune Béchard surprend à la guitare basse alors qu'il fait preuve d'ingéniosité en jouant quelque chose tout en nous faisant croire que c'est autre chose. Jérôme-Forget, la choriste poupoune du groupe, montre qu'elle est capable d'aller dans les aigus quand il le faut. Indispensable, l'éminence grise secrète souffle souvent les paroles au chanteur Patapouf qui, malgré son charisme évident et sa belle touffe dorée, a parfois de la difficulté à communiquer ses émotions. Un peu raide, coincé dans les costumes un point trop petit qu'il affectionne, Patapouf rayonne néanmoins si loin qu'on peut affirmer sans exagérer qu'il est le phare d'une nouvelle génération. De lemmings.

En tournée tout l'été dans le Québec, Patapouf et les Sinistres s'arrêtera dans une ville près de chez vous pour vous communiquer son message d'espoir d'inégalités sociales, de déconstructionnisme réingénié et de révolution tranquille gazée naturellement.

Ce reportage objectif a été retenu mais pas encore payé par l'agent du parti libéral du Québec.

COUAC DINNER



LE 31 MARS DERNIER, les mercenaires de la propagande néolibérale de l'Institut économique de Montréal (IEDM) lançaient une «invitation aux journalistes en santé». On se demande s'ils exigeaient un certificat médical à la porte! C'était pour annoncer la publication de la note économique d'avril 2004 intitulée: «Le contrôle des prix des médicaments et l'innovation pharmaceutique», dont votre journal préféré a reçu copie. On y soutient que le contrôle des prix des médicaments nuit à l'introduction de nouveaux médicaments. Rien ne démontre cette thèse sauf des documents propagandistes des *think tanks* de droite. On peut dire que l'auteur, Valentin

Petkantchin, est un p'tit vite. Selon son *pedigree* (http://www.iedm.org/personnel_fr.html), il débarque de France et n'est au service de l'IEDM que depuis janvier 2004. Il a déjà trouvé le temps de publier une «analyse économique» détaillée des prix des médicaments au Canada. On présume que quelqu'un du côté de l'industrie lui aura un peu mâché le travail.

L'IEDM veut s'attaquer à la «croyance» que le gouvernement du Canada contrôle le prix des médicaments parce que les compagnies pharmaceutiques pratiquent des prix excessifs. Il ne s'agit pas d'une croyance, mais d'une réputation bien

méritée. Selon une étude de la chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, même avec le contrôle des prix, le rendement des compagnies pharmaceutiques est le triple de celui de banques.

Les coûts du système de santé explosent en grande partie à cause de l'augmentation des prix des médicaments. Comme nous le verrons dans ce dossier, le contrôle des coûts du système de santé passe nécessairement par le contrôle des prix des médicaments.

I B

Le modèle américain



À LA SANTÉ DES AMÉRICAINS reprend en traduction française les principaux articles consacrés au système de santé américain par le *New York Times* en 2003. Chez nos voisins du Sud, le système de santé est privé, seuls les vieux, les handicapés et les pauvres ont droit à Medicare (assurance maladie) ou à Medicaid (assurance médicaments). Et ce n'est pas gratuit (voir encadrés). C'est la «main invisible du marché» qui contrôle les prix des soins et des médicaments. Les grands laboratoires pharmaceutiques fixent librement les prix, ce qui fait exploser les coûts du système de santé publique et des assurances privées. En 2002, les médicaments y coûtaient en moyenne 67 % plus cher qu'au

Canada. Le gouverneur de l'Illinois et le maire de Springfield songent d'ailleurs sérieusement à venir s'approvisionner ici pour équilibrer leurs finances publiques.

Au Canada, comme dans la plupart des pays industrialisés, le prix des médicaments est contrôlé par le gouvernement. L'exemple de la déréglementation américaine démontre qu'il est impossible de contrôler les coûts de la sécurité sociale si le gouvernement ne contrôle pas les prix des médicaments. Ou à l'inverse, «pour libérer les prix des médicaments, il faut amener les États à démanteler leur système de couverture sociale nationale», concluent les multinationales pharmaceutiques, comme le souligne Philippe Pignarre en introduction. Ces grandes donatrices aux caisses électorales ont une énorme influence à Washington (27 millions de \$ en 2002, dont 20,3 millions aux Républicains). Sous leur impulsion, chaque fois que la Maison Blanche signe un accord commercial avec un pays étranger, elle tente d'y inclure une clause empêchant les États de réglementer les prix des médicaments.

Medicaid (assurance médicaments)

Accessible aux vieux, aux handicapés et aux pauvres: moins de 659 \$ par mois de revenu net pour un célibataire, 967 \$ pour une famille de quatre (État de New York). Ceux qui gagnent plus n'ont qu'à se démerder. Voilà pourquoi 43,6 millions d'Américains n'ont aucune couverture médicale. Medicaid n'est pas gratuit. Les assurés doivent payer une cotisation mensuelle de 35 \$ et des franchises variables, jusqu'à presque 3500 \$ sur les premiers 5000 \$. Après, l'État rembourse 95 % des coûts. Il leur est interdit de souscrire à une assurance privée pour couvrir la différence.

On y lit aussi que l'association des compagnies pharmaceutiques PhRMA (*Pharmaceutical Research and Manufacturers of America*) dépensera 150 millions en 2004 pour combattre la réglementation des prix des médicaments. Les industriels ne veulent pas d'un système sans assurances, car la consommation de médicaments et leurs profits baisseraient dramatiquement. Voilà pourquoi ils font pression sur les gouvernements pour que la déréglementation soit soutenue par de généreux avantages fiscaux. Les assureurs, de

leur côté, font pression sur les gouvernements pour privatiser l'ensemble des services publics, Medicare y compris. C'est la fin de la solidarité. L'État abandonne ses responsabilités sociales au profit des industriels, comme le souligne Philippe

Pignarre. L'État intervient plutôt en consentant des réductions d'impôts forcément inégalitaires. Mais les petits salariés qui n'ont pas les moyens de souscrire à des assurances privées partent encore perdants puisqu'ils sont trop pauvres pour payer des impôts.

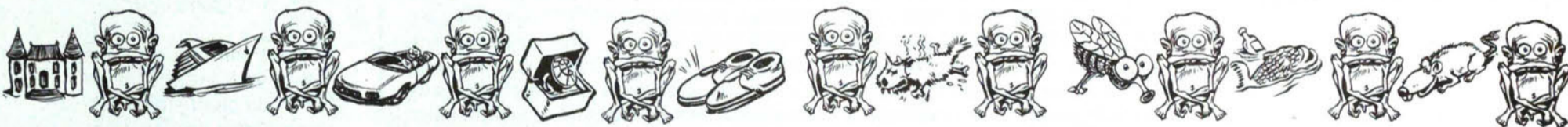
Les primes d'assurances ne cessent de grimper, 48 % depuis trois ans, surtout à cause de l'augmentation du coût des médicaments. Les patrons des grandes entreprises paient encore une part importante des assurances de leurs salariés, mais cette proportion diminue continuellement. «Le seul moyen de diminuer la note est de rogner sur le nombre de nos employés», selon Allan Zaremborg, président de la Chambre de commerce de Californie. L'augmentation des coûts des médicaments et des assurances privées fait donc perdre des emplois dans l'industrie manufacturière. Voilà un méfait de la déréglementation du prix des médicaments qui devrait préoccuper au plus haut point Claude Picher de *La Presse* et ses acolytes de l'Institut économique de Montréal.

Pour augmenter leurs profits, les assureurs privés ont déjà une liste de plus en plus restrictive de soins et de médicaments remboursables. La tendance est aux fusions et les joueurs sont de moins en moins nombreux. Il est à prévoir, que bientôt, pour rationaliser leurs profits, les gros assureurs fusionneront avec les grandes compagnies pharmaceutiques. À terme, les assurés à la compagnie X auront accès à une liste limitée de soins de base. Ils devront consulter un médecin de la compagnie X, dans une clinique de la compagnie X, qui prescrira un médicament fabriqué par la compagnie X, en vente seulement dans les pharmacies de la compagnie X. Pour le reste, ils devront payer, assurances ou pas.

Rentabilité oblige, les assureurs privés imposent déjà une surprime aux fumeurs, aux obèses et refusent les personnes à risques (les vieux et les malades chroniques). Seuls les gens en santé trouveront à s'assurer à bon compte. L'État héritera des personnes âgées et des cas lourds. Si nous suivons l'exemple américain, nous nous retrouverons presque tous, tôt ou tard, dans ce qui restera des ruines du système de santé publique, le jour où nous n'aurons plus les moyens d'être soignés dans un hôpital privé, après avoir vendu la totalité de nos biens et épuisé notre pension de cigale. Si la tendance se maintient, l'hôpital des *Invasions barbares* aura l'air d'un Club Med à côté des mouiroirs qu'on nous prépare.

JACQUES BOUCHARD

The New York Times, À la santé des Américains. Les risques de la privatisation! Les empêcheurs de penser en rond, Paris 2004.



Cancer New York style

LHISTOIRE que vous allez lire est une histoire vécue. Seuls les noms des protagonistes ont été changés pour préserver leur vie privée. C'est l'histoire du cancer de Gerry, un bel exemple du partenariat public-privé à l'américaine. Elle démontre que l'implantation d'un système de santé «à deux vitesses», inspiré du «modèle américain» prôné par les succursales locales des boîtes à propagande américaines d'extrême-droite, ne réglera rien aux listes d'attente et aux pénuries de soins chez nous. Une importante partie des impôts économisés et des budgets restants sera détournée vers les avocats. En plus d'une diminution des soins, il faut s'attendre à une multiplication des procès et, par le fait même, à une augmentation importante des coûts d'administration de la justice.

Gerry est un Américain pur lard, né dans un quartier irlando-catholique de Brooklyn à la fin des années 1940. Il avait l'âge du service militaire obligatoire pendant la guerre au Vietnam. À sa majorité, il a signé pour quatre ans comme volontaire dans l'administration de l'armée de l'air, afin d'éviter d'aller au front jouer la chair à canon. Comme 43,6 millions de ses concitoyens, Gerry n'a pas d'assurance médicale privée. Mais, en tant qu'ancien combattant, il a droit aux soins gratuits à l'hôpital des Vétérans, communément appelé le VA pour *Department of Veterans Affairs* (www.va.gov). À l'été 1999, Gerry se présente au VA pour un examen, inquiété par la présence de sang dans ses selles. Après un examen sommaire, le médecin diagnostique un problème d'hémorroïde et lui prescrit un traite-

ment approprié. Gerry a 50 ans. Les médecins du VA auraient dû lui faire une coloscopie. Mais, soumis aux restrictions budgétaires, ils ont couru le risque d'économiser le prix de cet examen coûteux.

Au cours de l'année suivante, Gerry verra ses visites au VA se multiplier, sans qu'on lui fasse la fameuse coloscopie malgré son insistance. Par contre on soignera abondamment son «angoisse» à coups de psychotropes. Le VA a la réputation bien méritée de bourrer de pilules les anciens du Vietnam. Gerry finira par s'offrir lui-même la coloscopie dans une clinique privée pour 1500 \$¹, en septembre 2000. C'est le drame! On lui trouve une tumeur colorectale importante qui nécessite une chirurgie urgente.

Paniqué, Gerry passe les jours suivants à la bibliothèque publique de Manhattan à éplucher frénétiquement la littérature scientifique récente sur son cas. Il y lit un article dans une revue médicale prestigieuse vantant une technique opératoire nouvelle par laparoscopie développée par le docteur Wheeland, un chirurgien oncologue de renommée internationale. Coup de chance, le docteur Wheeland est attaché à l'Université Columbia et son bureau est à Manhattan. Gerry prend rendez-vous immédiatement. Étant donné l'urgence, le chirurgien consent à le recevoir et décide de l'opérer dans les plus brefs délais.

Comme nous l'écrivions plus haut, Gerry n'a pas d'assurance médicale. Bon prince, le docteur Wheeland lui

accordera un rabais équivalent à la moitié de ses frais habituels. Gerry a subi deux opérations et vidé son fonds de pension. Coût total: 73 000 \$. Opéré dans une clinique privée de Manhattan à près de 2000 \$ par jour pour la chambre, Gerry n'y séjournera que 24 heures chaque fois, avant d'être transféré au VA pour une courte convalescence gratuite dans une salle surpeuplée. Au prix régulier du docteur Wheeland avec convalescence en clinique privée, il aurait fallu compter au moins 200 000 \$.

Une fois remis, convaincu d'avoir été mal soigné au VA, Gerry décide de le poursuivre et part à la recherche d'un bon avocat. Un ancien avocat du VA qui a retourné sa veste et se spécialise dans les poursuites contre son ex-employeur accepte de s'occuper de son cas. Ces avocats fonctionnent à commission. Ils réclament un minimum de frais pour ouvrir un dossier, et prennent au pourcentage sur le dédommagement obtenu (21% plus les frais dans le cas présent). Pas cons, ils connaissent très bien le système et ils accepteront de s'occuper d'un client seulement s'ils sont convaincus d'avoir de très bonnes chances de gagner sa cause.

Après deux ans de procédures judiciaires, l'avocat de Gerry a obtenu 200 000 \$ lors d'un règlement hors cour. Gerry a dû payer 45 000 \$ de frais d'avocat et 73 000 \$ de frais médicaux. «Il me reste 78 000 \$ pour la chimiothérapie», dit-il cyniquement. Un traitement de chimio de dernière génération dans une clinique privée coûte 35 000 \$ et plus.

La Cour supérieure du Québec vient d'autoriser un recours collectif contre une douzaine d'hôpitaux qui ont retardé des traitements de radiothérapie de leurs patientes atteintes du cancer du sein. Les établissements pourraient devoir verser des dizaines de millions de dollars. Plusieurs se scandalisent de ce recours parce qu'il privera les hôpitaux de sommes importantes et aura nécessairement pour effet pervers de réduire encore plus les soins. Aussitôt que le gouvernement du Québec donnera le feu vert à l'ouverture d'hôpitaux privés, il suffira pour un patient mis sur une liste d'attente d'aller se faire soigner dans une clinique privée et de poursuivre l'État pour négligence. Avec un bon avocat, il aura toutes les chances de voir son traitement remboursé avec compensations. L'instauration d'un système à «deux vitesses», engorgera les tribunaux sous prétexte de soulager les urgences.

Les citoyens de la classe moyenne réaliseront qu'ils se sont fait fourrer en approuvant le démantèlement du système de santé public le jour où ils seront obligés de vendre leur bungalow ou leur condo sur le «Plateau» pour subir une opération dans une clinique privée. Ils réaliseront, en même temps, qu'en plus de leur guérison physique ils devront se démerder avec la justice en espérant être dédommagés par le gouvernement ou ses compagnies d'assurances pour «guérir» leur fonds de pension ou payer leurs dettes.

JACQUES BOUCHARD

1. Tous les prix sont en dollars américains.



« Autant en emporte le vent »

PAR CLÔDE DE GUISE ET STEVEN GUILBEAULT

LE BRAS DE FER engagé entre Hydro-Québec et les groupes écologistes devant la Régie de l'énergie du Québec sur l'avenir énergétique du Québec a le vent dans les voiles. Le vent tourne pour les écolos et va sûrement décoiffer les dirigeants d'Hydro-Québec.

La firme HéliMAX énergie, le plus important consultant indépendant et spécialisé en énergie éolienne au Canada, a complété une étude sur le potentiel éolien du Québec pour le compte de l'Association canadienne de l'énergie éolienne (ACÉE), le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) ainsi que le Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROEE)*. C'est l'étude la plus exhaustive produite à ce jour pour ce secteur énergétique.

Des résultats époustouflants

L'étude révèle que « le Québec disposerait d'un potentiel éolien technique jugé économiquement viable à court et moyen termes d'environ 100 000 MW (mégawatts) pouvant être installés à moins de 25 km de lignes de transport d'électricité existantes. Selon l'étude d'HéliMAX, une telle production équivaut à un parc de centrales thermiques de 35 000 MW ». Passé de 100 000 MW à 35 000 MW s'explique par la nature même de l'approvisionnement éolien qui est intermittent. Celui-ci étant lié

aux fluctuations du vent. Au fait, 35 000 MW totalisent la production actuelle d'Hydro-Québec. C'est énorme!

Pour bien comprendre le débat animé autour du Suroît, remettons les choses en perspective :

La centrale thermique Le Suroît, réclamée à cor et à cri par Hydro-Québec pour combler un déficit important au niveau de la demande en énergie des Québécois, produirait 836 MW.

Investir dans une centrale au gaz naturel comporte, outre les impacts environnementaux (augmentation des émissions de gaz à effet de serre de 3 % au Québec), un risque financier important. Comme le Québec ne produit pas de gaz naturel, nous dépendons des importations provenant principalement de l'Alberta pour notre approvisionnement. Or, plusieurs études canadiennes et américaines prévoient des hausses importantes du prix du gaz naturel d'ici 2010. Cette hausse serait due, d'une part, à la hausse de la demande de gaz (1 200 centrales fonctionnant au gaz naturel ont été construites au cours des dernières années en Amérique du nord) et, d'autre part, à la baisse des réserves de gaz. Cette hausse du prix du gaz sera indexée et facturée à Hydro-Québec, qui refilera la facture à ses clients. Rappelons que le vent, « combustible » de base des éoliennes, est gratuit.

Dans le secteur éolien, tout ce qu'Hydro-Québec offre aux Québécois

est l'installation de 1 000 MW au cours des dix prochaines années.

Hydro montre ainsi patte blanche, nous berce dans l'illusion qu'elle pourrait développer le secteur éolien et elle continue à d'investir dans la pollution pour faire monter ses parts en bourse. Hydro-Québec est actionnaire majoritaire de Gaz Métropolitain (elle possède 40 % de Noverco, qui est actionnaire majoritaire chez Gaz Métro).

« Eolebec »

L'étude fait le constat que bien que le développement de la filière éolienne se fasse actuellement en Gaspésie, plusieurs régions du Québec disposent également de grands sites éoliens dont la Montérégie, le Bas-St-Laurent ainsi que la Côte-Nord, qui détient à elle seule près du tiers du potentiel. Cela démontre une fois de plus que le Québec est « l'Arabie Saoudite » de l'éolien. Les Américains tenteront-ils de dévier le vent à leur profit ? Mais cela est une autre question. Quant au tandem Caillé-Vandal, dont le discours est truffé de mensonges et de demi-vérités concernant la sécurité énergétique du Québec, ils devront rendre des comptes à la population. Souhaitons la création d'« Eolebec » dans un proche avenir ?

* Les groupes membres du ROEE sont : Greenpeace, le Mouvement au Courant, ENVironnement JEUnesse, l'Union pour la conservation de la nature, le Comité Baie James, la Fédération québécoise du Canot et du Kayak et le Regroupement pour la surveillance du nucléaire.

Dans le dernier du numéro du Couac, un article faisait référence à la chanson Qu'est-ce qu'on a fait de nos rêves ? où Sylvain Lelièvre chante :

« Désormais partout sur la Terre Bourgeois et prolétaires unis N'ont plus qu'un hymne planétaire L'Internationale du Pepsi. »

Suite aux nombreuses demandes de mélomanes assoiffés de mélodies progressistes revampées, Couac World Inc. vous offre en grande primeur les paroles de la nouvelle Internationale prochainement endisquée par la chorale du conseil du patronat.

La Multinationale

Debout ! Les grands propriétaires !
Debout ! Les possesseurs terriens !
Contre les réformes agraires
C'est l'irruption de la faim
Du Pepsi pour toutes les classes !
Foule esclave, bois tout ! Bois tout !
Sur le monde nous faisons
main basse
Ils n'auront rien, nous aurons tout !

Refrain :
C'est la vente finale :
Fusionnons, et demain,
La Multinationale
Flouera le genre humain.
C'est la vente finale :
Fusionnons, et demain,
La Multinationale
Flouera le genre humain.

Il n'est pas, de Morale suprême
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Grands patrons, gouvernons
nous-mêmes !
Détruisons le bien commun !
Pour que les grévistes rendent gorge
Faisons leur goûter au cachot
Censurons les reportages
Battons les jeunes et les prolos !

Refrain
L'État comprime et la loi triche ;
L'Impôt nous saigne,
c'est malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche !
Le droit du pauvre est dangereux !
C'est assez ! L'État en tutelle !
La bourgeoisie veut d'autres lois !
« L'argent est le maître », dit-elle
« Patrons : pas de devoirs,
des droits ! »

Refrain
Géniaux dans notre apothéose
Rois de Nortel, de Via Rail
On fait du profit sur une chose :
Vous libérer de votre travail !
Dans les coffres-forts de la bande
Les commandites sont dodues
En exigeant qu'on les lui rende
Le peuple mérite un pied au cul

Refrain
Les jeunes se soulent
de drôles d'idées
Faisons la guerre aux étudiants !
Confions les grèves à l'armée,
Crosse en l'air : sùs aux
manifestants !
S'ils s'obstinent, ces vandales,
A vouloir être des héros,
Ils recevront bientôt nos balles
Ces apprentis-guérilleros

Refrain
Banquiers et commerçants,
nous sommes
Les grands patrons des travailleurs ;
La Terre est aux économistes
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien les BS se repaissent !
Mais, si ces corbeaux, ces vautours,
Un de ces matins, disparaissent,
Notre argent brillera toujours !

Refrain
ÉRIC MARTIN
SIMON TREMBLAY-PEPIN

ABONNEZ-VOUS !
ABONNEZ-VOUS !
ABONNEZ-VOUS !
www.lecouac.org
ABONNEZ-VOUS !
ABONNEZ-VOUS !

Ministère rachitique

Le budget du ministère de l'Environnement du Québec a été globalement amputé de 14 %. L'aide financière apportée aux treize organismes nationaux les plus actifs en environnement a diminué d'environ 30 % passant de 2 195 000 \$ à 720 000 \$. L'accès à des programmes permettant le développement de projets d'éducation en milieu scolaire et communautaire est désormais inexistant. L'argent retranché ira-t-il gonfler le budget de la santé ? Une société qui se préoccupe si peu de son environnement est vraiment une société malade et qui le sera de plus en plus.

De la bière sans alcool à 5 %

La politique de l'étiquetage volontaire des aliments contenant des OGM du gouvernement Martin est une farce monumentale. En acceptant un taux de 5 % d'OGM sans besoin d'en faire mention, c'est comme affirmer que la bière à 5 % d'alcool, n'en contient pas !

Révolutions

Bernard Hanabi-Ko surgit avec « Espèce en voie d'apparition » (Ontheground / Local) un disque très personnel qui superpose des éléments d'anthropologie du langage, de poésie engagée, de notre rapport à l'environnement naturel et des nécessités de questionner tout ce qui nous est inculqué. Ce défricheur qui chante réunit une vingtaine de voix et d'instruments pour découvrir nos fossiles et réactiver nos envies de différences solidaires. Le genre ? Songe éveillé et rassérénant !

Daniel Hélin avec « Les bulles » (La Tribu / Select), le Belge pas ordinaire dans ses élans anars, cartonne dans des musiques acoustiques comme des glou-glou d'eaux fortes tandis que ses textes revendiquent l'équilibre paradoxal entre gravure et graffiti. Hélin soutient l'action festive et jubilatoire.

Greg Macpherson ne nous inonde pas de ses chants rebelles aux textes étonnants. Déjà empreint de racines protest singer, il récidive ici en solitaire et sans électricité aucune avec *Maintenance*, un six titres flambant nu. Flambant convient à ce disque époustouflant qui est clos par un *Good times* qui, paradoxalement, ouvrait l'album précédent. Son art consiste à une économie de moyen pour augmenter son impact.

RAMON VITESSE

Entre la vie et... la vie !



LA SATIRE, le politique et la naissance sont-ils des mots qui pourraient avoir quelques accointances avec l'art de tirer le diable par la queue - au sens jubilatoire du terme ? Trois fois oui, que je m'exclame volontiers.

Et je prends, au pied de la lettre, cette deuxième naissance avenir pour laquelle je revendique - minimalement, un tout avec Éloïse et Volker. Ce tout se tartine ample et généreux comme l'humanité libre. En soi, c'est un manifeste phénoménal dans sa paradoxale simplicité. Le redisons (ou plutôt revivrons)-nous jamais assez souvent : révolutionnons au quotidien et, avec le plus de bonheur possible voire même utopique.

Quant à la satire, ça en prend un maximum pour se rire de la conjoncture et enfanter de petites révolutions à la face d'un monde qui tend à l'avachissement et à la surabondance mortuaire. Le soldat inconnu fait aussi des petits, mais ils sont de plus en plus gros et en pure perte (évidemment pour d'autres ça se comptabilise en faisant déborder les tiroirs-caisses). On dira ce que l'on voudra mais, ici dans notre surabondance pitoyable, donner naissance relève du pamphlet en renouant avec les forces vives de ce qui n'a pas de prix, avec notre curiosité insatiable, avec de saines colères face aux incongruités, avec d'irrépressibles rires tonitruants, avec des envies de se rebarbouiller le monde, de questionner et d'en redemander à la vie qui passe en courant... Mourir ? D'accord, mais en dialoguant avec la vie!!!

RAMON VITESSE en collaboration avec ÉLOÏSE, VOLKER ET L'ÊTRE Avenir (qui trépigne déjà !)

Bulles explosives



Tiré de Sex Wrou, de Nataly Nato

Les enfants

(Coll. Aire Libre, Dupuis) de Stassen donne la nausée à explorer les remugles de l'enfance dépossédée d'elle-même à force d'horreur. Avec des traits quasi emblématiques et des couleurs sobres sur fond de boue, l'auteur interroge l'aide humanitaire. Cette dernière devrait, pour permettre de bouleverser l'ordre sacrificiel, effectuer les concordances mortifères dès l'origine ; dès les premiers balbutiements colonialistes.

Tard dans la nuit 1

La Révolte de Dijian et du Québécois Voro prend pour toile de fond les tristement célèbres enfants de Duplessis. Si le document historique livré en guise d'introduction fait mouche, ce premier tome, qui offre une bonne BD réaliste dans la forme, dérive avec une intrigue amoureuse et de mystérieux meurtriers qui nous éloignent, par exemple, de l'exploitation d'orphelins dans des mines... Un sujet développé dans la suite?!

Sex Wrou

Sex Wrou de Nataly Nato et Tu danses de Danny Steve sont deux récents exemples de BD expérimentales publiées par Les Requins marteaux d'Albi (France). Cette collection « Comix » donne l'occasion d'en découper avec certains micro-éditeurs privilégiant des productions hors-prix pour collectionneurs. Toutefois, aucun compromis sur le fond... La BD graffiti de Nato, une Québécoise immigrée à Toulouse, plonge allègrement dans des fantasmes pour le moins oniriques en émouillant des super z-héros américains tandis que l'œuvre de Danny, au moyen d'un gribouillis inspiré et de lettrages en surimpressions, évoque des méandres amoureux. Chez Fichtre! ou catalogue à : requins.marteaux@wanadoo.fr

VALENTIN TARDI



Justice et libéralisme : ultimes réflexions de Rawls



JOHAN RAWLS, né en 1921 et tout récemment disparu (2002) compte sans l'ombre d'un doute parmi les plus importants et les plus influents penseurs du politique du XX^e siècle. Son *opus magnum* est sa

Théorie de la justice (TJ), parue en 1971. Un de ses plus illustres contradicteurs, le libertarien Robert Nozick (lui aussi récemment décédé) a déclaré qu'à compter de la parution de ce livre, les penseurs du politique devaient ou bien se situer dans le cadre que venait de dessiner Rawls ou bien justifier leur refus de le faire. C'est exactement ce qui se passa et, depuis 1971, l'œuvre de Rawls a suscité d'innombrables débats et discussions qui en font une référence réellement incontournable de la philosophie politique.

La TJ définit ce qu'on appelle depuis une « conception de la justice comme équité ». Allons au plus simple et à l'essentiel. Rawls réactive l'idée de contrat social, qui avait été avancée en philosophie politique classique, et la met au service d'une recherche qui doit nous indiquer les principes abstraits et universels auxquels on doit nécessairement aboutir si on souhaite établir une société juste. Rawls nous invite en fait à nous livrer à une expérience de pensée. Il faut imaginer que nous sommes, avec d'autres, dans ce qu'il appelle une *position originelle*, semblable si vous voulez à l'état de nature des théoriciens du contrat social. Nous avons à décider des principes qui vont structurer notre société à venir, que nous voulons juste. Nous sommes des êtres rationnels et nous savons que les décisions que nous prendrons vont réguler l'allocation des biens primaires que nous désirons : droits et libertés, opportunités, revenu et ainsi de suite. Cependant, dit aussi Rawls, aucun de nous ne sait quoi que ce soit des talents, habiletés, sexe, couleur de peau, position et autres circonstances et idiosyncrasies qui seront les nôtres dans cette société. Bref, la position originelle est située derrière un voile d'ignorance qui nous masque tout cela.

L'idée fondamentale de Rawls dans la TJ est que nous arriverons alors au consensus suivant :

1. Chaque personne doit avoir un droit égal au système total le plus étendu de liberté de base égale pour tous, compatible avec un même système pour tous.

2. Les inégalités sociales et économiques doivent être telles : a) qu'elles soient au plus grand bénéfice des plus désavantagés et b) que le principe d'une juste égalité des chances soit respecté.

En pratique, on peut dire que Rawls aboutit à la défense d'une économie de marché régulée et d'un État redistributeur garant d'un minimum vital pour les plus pauvres et défavorisés. L'ouvrage, on le devine, a été critiqué de partout, de la gauche (par exemple, pour sa défense trop timide de l'égalité) à la droite (par exemple par les libertariens pour sa défense de l'impôt et de la redistribution jugées comme d'inadmissibles attaques aux droits de propriété). Mais sur le plan philosophique on lui a aussi reproché la conception universelle et abstraite du sujet que sa théorie met en jeu : s'est alors ouvert le passionnant débat entre Rawls et les communautariens, qui rappellent pour leur part que le soi se constitue et ne peut se constituer qu'au sein de communautés nous préexistant avec des valeurs, normes et ainsi de suite. D'autre part, les thèses de la TJ ont également eu à se confronter au fait du pluralisme des démocraties libérales où co-existent différentes conceptions substantielles et en théorie incompatibles de la vie bonne. *La justice comme équité* porte cen-

tralement sur le fait du pluralisme raisonnable et ce qu'il implique pour une théorie libérale de la justice. L'idée centrale de Rawls est que cette théorie doit être avancée et utilisée comme une théorie politique et non comme une théorie métaphysique : ce qu'il veut dire est qu'il faut qu'elle se donne désormais et soit reçue et comprise comme n'étant pas une théorie globale et substantielle de la vie bonne, mais comme ce minimum politique auquel des gens adhérant par ailleurs à des conceptions globales différentes de la vie bonne peuvent adhérer. Rawls parle alors, et l'expression est désormais célèbre, de *consensus par recoupement*. On aura deviné l'immense intérêt de cette réflexion au moment où toutes les sociétés libérales se trouvent confrontées au défi du pluralisme raisonnable.

Voilà donc un livre riche et dense et dont la lecture me semble incontournable pour quiconque veut comprendre en quels termes se posent aujourd'hui un grand nombre de questions absolument cardinales de notre vie politique. En effet, quoi qu'on puisse par ailleurs penser des conclusions auxquelles il parvient sur les problèmes cruciaux qu'il soulève, l'immense mérite de John Rawls aura été d'avoir aidé à leur explicite formulation.

NORMAND BAILLARGEON

John Rawls, *La justice comme équité*, Boréal, Montréal, 2004.

Potions magiques et placebos



LE MÉTIER de préparateur de potions est sans doute aussi vieux que celui de péripatéticienne. Les apothicaires ont toujours prétendu détenir le pouvoir de tout guérir. N'est-ce pas ce que soutiennent encore les prophètes de l'industrie pharmaceutique moderne ? Donnez-nous assez de fric et nous allons guérir tous les alzheimers et les enfants infirmes de la terre, prédisent-ils. Philippe Pignarre, aujourd'hui directeur de la maison d'édition Les Empêcheurs de penser en rond, a travaillé dix-sept ans comme cadre dans l'industrie pharmaceutique. Il démystifie cette superstition dans *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*.

Cette industrie est un des principaux « bijoux de la couronne capitaliste », écrit Pignarre. Son taux de profit moyen est le plus élevé de tous les secteurs. Elle bénéficie aussi d'avantages fiscaux très importants et de la protection de brevets prolongés. Mais depuis quelques années, les profits stagnent. La plupart des grands médicaments sont sur le point de tomber dans le domaine public et les laboratoires découvrent de moins en moins de nouveaux *blockbusters*. Les nouveaux médicaments mis sur le marché sont principalement des améliorations de molécules déjà existantes. Ils servent surtout à étirer les brevets.

Ce sont, avec la publicité et le lobbying, les essais cliniques qui rendent le développement d'un médicament si coûteux. Par contre, les coûts de fabrication sont minimes. Un médicament vendu 30 \$ peut coûter 2 \$ à fabriquer. Si les essais cliniques sont si dispendieux, c'est souvent parce que les améliorations apportées par les nouvelles molécules sont de moins en moins perceptibles et de plus en plus difficiles à mettre en évidence. Quand la pénicilline a été testée en 1942 sur des malades infectés au gonocoque, la totalité de ceux-ci ont été guéris. Aujourd'hui, il est fréquent qu'un médicament améliore seulement de 5 % l'état de santé du malade, par rapport au médicament déjà en usage. Des milliers de personnes doivent être testées sur des années pour « prouver » sa nouveauté.

Plusieurs experts se demandent si nous ne serions pas arrivés au bout des possibilités de la pharmacologie. Selon cette théorie, le nombre de molécules pouvant avoir des effets sur l'organisme humain serait limité. Le ralentissement dans les « découvertes » serait en réalité le reflet de l'épuisement des possibilités pharmacologiques. L'idée que la recherche scientifique viendra à bout de tous les maux est une superstition païenne primitive entretenue par les industriels modernes. La pharmacologie arrive bien à guérir les maladies virales et infectieuses, mais elle est presque inefficace devant les maladies du vieillissement : maladies cardiovasculaires et psychiatriques,

cancer, arthrose, arthrite rhumatoïde, etc. Pignarre souligne aussi que si les effets cliniques peuvent servir à démontrer l'effet d'un médicament, la science ignore encore totalement le mécanisme biologique de son action.

Pour camoufler son ignorance et sa difficulté croissante à trouver de nouvelles molécules actives, l'industrie promet de nouveaux miracles du côté de la génétique. « L'objectif est de convaincre le public que la plupart des maladies pour lesquelles on n'aurait pas trouvé de cause microbienne ou virale seraient d'origine génétique », écrit Pignarre. Il soutient que la théorie génique n'est qu'une hypothèse créationniste. Selon cette théorie, en effet, les humains seraient les produits d'une séquence définitive préprogrammée et non le résultat de millions d'années d'évolution et de leur relations avec leur milieu de vie. Il suffirait de reprogrammer les gènes défectueux dans chaque cellule avec un médicament approprié pour obtenir des résultats miraculeux et infaillibles. D'un point de vue scientifique, la pharmacologie génique est une hypothèse mélangeant science-fiction et superstitions primitives.

La plupart des grandes pathologies pourraient actuellement être traitées avec des médicaments génériques. Pour limiter les coûts du système de santé, les gouvernements devraient exiger des études indépendantes comparant l'efficacité et les coûts des médicaments avant de les rembourser. Un médicament 5 % plus efficace que son prédécesseur mérite-t-il d'être vendu 20 fois plus cher, comme c'est souvent le cas ? Pour l'instant, les résultats des essais cliniques sont secrets et l'industrie s'oppose farouchement à tout contrôle indépendant. Le FDA aux États-Unis et Santé Canada n'exigent pas de tests sur l'efficacité des médicaments mais sur leur toxicité. Une toxicité tout à fait relative, puisqu'on acceptera un médicament si l'on juge que les effets bénéfiques dépassent les effets secondaires. Chaque année, aux États-Unis seulement, entre 76000 et 137000 personnes meurent de ces effets secondaires.

Selon Pignarre, la solution à l'explosion des coûts des services publics est politique. Un marché ne fonctionne pas sans règles. La preuve, les brevets prolongés qui sont au coeur du scandale des médicaments anti-sida en Afrique, sont un bel exemple des protections gouvernementales offertes aux industriels, aux dépens de la santé publique. Faut-il choisir entre profits privés et santé publique ? C'est aux citoyens de définir les règles et non aux industriels soutient Pignarre. Les *zintervenants* et les technocrates du ministère de la Santé devraient tous lire cet essai, ça les changera de la propagande néolibérale de l'Institut *déconneries* de Montréal.

JACQUES BOUCHARD

Philippe Pignarre, *Le grand secret de l'industrie pharmaceutique*, Éditions La Découverte, Paris, 2003.

Vous avez dit « civil » ?

Retour sur le massacre de Fallujah, Irak

LE 1^{ER} AVRIL, les Unes de tous les journaux aux États-Unis traitaient du massacre de quatre « civils » américains à Fallujah, en Irak. Ces « civils » travaillaient pour l'agence Black Water, qui se désolé d'ailleurs en ouverture de son site Internet de la mort de ses employés (www.blackwaterusa.com). Une visite dans le site Internet est à la fois instructive et surprenante. Cette agence recrute, entraîne et déploie des « contractants », terme discret pour désigner des mercenaires. Le site est agrémenté de photos pour le moins surréalistes qui ne laissent aucun doute sur la nature des services qu'offrent cette compagnie « civile ». La plus impressionnante montre, en retrait au dessus du slogan « En appui à la liberté et à la démocratie partout ! », cinq employés de Black Water en position de combat, arme en position de tir et en tenue paramilitaire.

En parcourant le site, on découvre que l'on peut s'inscrire à une session de 3 ou 5 jours d'entraînement au tir au pistolet, au fusil à pompe, à la carabine, ou encore apprendre à devenir tireur d'élite ou garde du corps. Les entraîneurs sont d'ex-officiers de l'armée américaine ou de la police. Black Water offre également un abillard électronique où est affichée une liste de ses employés en disponibilité : on y trouve principalement d'ex-militaires de l'armée américaine. Selon le directeur de l'organisation, Gary Jackson, les clients de Black Water comptent le ministère de la « défense » des États-Unis, des firmes multinationales, et des « nations amies ». Pas mal, pour de simples civils !

FRANCIS DUPUIS-DÉRI



Vietnam ?

Un débat fait rage en ce moment aux États-Unis, à savoir si la guerre en Irak est un deuxième Vietnam.

Pour y voir plus clair, des experts se pressent dans les médias : des généraux et autres vétérans du Vietnam, des politiciens, des politologues, etc. Mais pas de Vietnamiens. Comme d'habitude, les Américains pensent qu'à eux seuls, ils peuvent tout comprendre, tout expliquer.

Iraki BBQ

Certains mollahs irakiens ont vivement dénoncé l'exécution, la cuisson puis l'exhibition de mercenaires états-uniens. La cause de leur indignation : ces employés de la société Blackwater n'auraient pas été apprêtés selon le rite halal.

Sauce tartare

Quant aux officiels du Pentagone, ils se sont déclarés outrés par ces actes barbares :

« Quand nous brûlons quelqu'un c'est avec un tapis de bombes et pour respecter les bonnes mœurs nous ne montrons pas les corps, mais plutôt les frappes chirurgicales dans un autre secteur (mais pas celles aux seins de Janet Jackson). »





À la grosse Presse, l'un hurle, l'autre apaise

EN FÉVRIER dernier à l'occasion du pataugeage du ministre Chagnon dans l'imbroglie kanesatakin, *Le Couac* y avait trouvé une bonne occasion d'illustrer les constants écarts de perception des événements entre une équipe éditoriale de *La Presse*, toujours contrainte à baisser les pieds de la famille Desmarais, et ses journalistes. Le marécage des commandites nous en donne une autre ce mois-ci en faisant du va-et-vient entre des extraits du très drabe éditorial : **Le Scandale d'un homme?** et ceux provenant du coloré et explosif papier : **Cela ne vous fait pas hurler?** Les deux textes parus dans notre bonne vieille *Presse* le même jour, soit le 10 avril. Le premier est d'André Pratte, l'apaiseur, encore pris en flagrant délit de contredire un de ses journalistes et, cette fois, non le moindre : Pierre Foglia, le hurleur.

Le hurleur : « On donnera bientôt en pâture à l'opinion publique ce Guité galeux par qui le scandale des commandites est arrivé. Et l'affaire sera enterré. **Je hurle.** On est en train d'évacuer le *politique* de cette histoire pour ne laisser que le *comptable* ».

L'apaiseur : « ... il est en effet pas impossible que le fonctionnaire responsable du programme, Charles Guité, ait seul décidé de violer les règles, sans avoir reçu d'ordres en ce sens de ses patrons politiques. »

Bref, ici pour l'apaiseur, tout le monde, il est beau, tout le monde il est gentil. Sauf Guité. Il n'a rien à redire sur Paul Martin, cet homme qui déclarait en février que la fin ne justifiait pas les moyens et qui, à Rimouski le 8 avril, affirmait que les millions dépensés par le gouvernement fédéral en 1995 était moralement acceptable car « le fait est que nous devions gagner cette bataille » (*La Presse*,

8 avril, A-5). Au mépris de la loi québécoise sur les consultations populaires!

André Pratte est pourtant l'auteur du *Syndrome de Pinocchio*, un essai paru en 1997 où il traitait de menteurs presque tous les politiciens connus. Il n'était alors que simple reporter à *La Presse*, mais il semble qu'en haut lieu à l'époque, on n'ait pas trop apprécié. Ce n'est que quelques semaines après la parution de son brûlot qu'on a affecté l'hérétique à la couverture des congrès scientifiques. Lui, un passionné de la politique!

Sa période de purgatoire s'est heureusement (pour lui) terminée et, il y a trois ans, il a enfin eu droit au cénacle en succédant à Alain Dubuc en tant qu'éditeur en chef. Il a bien appris de son prédécesseur puisqu'il est entré tout de go dans les mêmes ornières. Recette infaillible pour plaire à la famille Desmarais :

1. noircir le plus possible le PO, surtout quand il est au pouvoir;
2. louer les tizamis libéraux, mettre du baume sur leurs plaies quand ils sont sur le carreau.

Mais, me direz-vous, que fait alors Foglia dans cette ménagerie? Il sert à vendre du papier. On ne laisse pas tomber un gars pouvant faire un considérable bond des ventes au kiosque quand il se permet d'être aussi persifleur qu'en ce samedi 10 avril. Exemple de persiflage :

Le hurleur : « Regardez la photo de M. Pelletier à la une de *La Presse* de mercredi. Que vous dit cette face de vieil alligator? (...) Voilà un homme OUI SAIT ce que le citoyen ordinaire ne sait pas. Que sait-il ce roi en carrosse? Il sait comment sauver le Canada. Comment? En faisant une série sur Maurice Richard. En foutant

des drapeaux partout au Grand Prix du Canada. **Vous ne hurlez pas encore?** »

C'est en véritable sprinter que Foglia conclut : « Mais je vous avertis : aux prochaines élections, le premier qui vient me parler de devoir civique, je sors mon fusil. » Étant donné qu'il travaille dans la même boîte, ce premier risque fort d'être... André Pratte, mais, rassurez-vous : si Foglia a le verbe haut, il a le cœur tendre. D'où sa révolte.

La Presse ne le rétrogradera jamais à la couverture des congrès scientifiques. Il fait trop vendre du papier à un moment où les tizamis, tant à Ottawa qu'à Québec, sont en chute libre dans les sondages. Pour la famille Desmarais, la solution passe par une neutralisation de la prose de ce personnage quelque fois encombrant. Comment? Par la multiplication de textes qui viennent à la rescousse de ce pauvre Pratte et qui contredisent le discours trop souvent iconoclaste du turbulent chroniqueur. Les auteurs de ces textes de normalisation sont archi-connus. Il ont comme noms Mario Roy, Lysiane Gagnon, Claude Picher. Et à l'occasion, pourquoi ne pas utiliser les talents des Stéphane Dion et Alain Dubuc? Ces deux compères sont particulièrement désœuvrés par les temps qui courent.

CLAUDE G. CHARRON



Les Québécois, des zapaterroristes?

ÉDITORIAL du 17 avril du *Globe and Mail* : on suggère de coller l'étiquette de «zapaterroriste» à tout État qui ne suit pas la maxime de Bush : «Celui qui est contre moi est avec les terroristes». Le néologisme ainsi créé fait, sans l'assumer pleinement, un douteux rapprochement entre le mot terroriste et le nom du premier ministre honni qui a osé retirer les troupes espagnoles du bourbier irakien!

Le Globe tente de faire oublier que c'est le gros mensonge d'Aznar qui a permis l'élection de Zapatero et non les attentats du 11 mars. De faire également oublier que Zapatero rapatrie ses soldats parce qu'il l'avait promis en campagne électorale. Tout en s'engageant à combattre le terrorisme. *Le Globe* déclare le Japon «État antizapaterroristes». Il a refusé de retirer son contingent d'Irak comme l'exigeaient les ravisseurs. Même qualificatif pour un gouvernement italien dont un ses ressortissants a été exécuté par les ravisseurs.

Le Globe collera-t-il maintenant l'épithète de «zapaterroriste» (la correction est de nous) à tous ceux qui n'appuient pas les va-t-en-guerre de la Maison Blanche? Les Québécois par exemple? Ou à sa chroniqueuse Naomie Klein, bien connue pour ses positions anti-Bush.

Le Devoir... ou La Presse?

DANS *Le Devoir* du 7 avril 2003, Jean-Robert Sansfaçon offre une «réflexion» sur le projet du gouvernement Charest consistant à confier au secteur privé la gestion des futurs super-hôpitaux universitaires québécois.

A priori, l'éditorialiste n'a rien contre le projet : «En soi, il n'y a rien de mal à ce que le secteur privé soit davantage présent que par le passé (...) il n'est que normal d'évaluer la possibilité d'une participation accrue du secteur privé». Il envisage d'ailleurs avec sérénité que l'on confie au privé les transports en commun et «la construction et l'entretien des routes et des immeubles», par exemple.

Mais les propos de l'éditorialiste deviennent torpides quand il vante les conditions de travail au sein du secteur privé : «L'entreprise privée s'adapte plus rapidement, sans pour autant moins bien traiter ses employés. Au contraire, ceux-ci vous diront qu'ils sont plus motivés et souvent mieux rémunérés que leurs semblables parmi les fonctionnaires». En voilà, une nouvelle!

Sansfaçon n'a sans doute pas lu le texte sur Wal-Mart, publié en page B3 de la même édition que l'éditorial en question. De toute façon, on ne peut ignorer les emplois précaires et les conditions de travail pénibles de milliers d'employés du secteur privé, au Québec, des serveuses de restaurant aux pompistes, en passant par les caissiers de dépanneur, non syndiqués pour la grande majorité, et travaillant sans la moindre sécurité d'emploi. Sansfaçon semble l'oublier : dans l'entreprise privée, on ne trouve pas que des cadres grassement payés. Cet «oubli» est choquant, et même insultant pour une proportion importante des travailleurs.

Par ailleurs, l'éditorialiste avance – sans s'en rendre compte, dirait-on – les incohérences lamentables du discours du gouvernement Charest. Il admet : «S'il n'y a pas de

profits, il n'y a pas de raison d'investir. D'où cette obligation qui a souvent été faite à l'État de se substituer au marché pour livrer des services essentiels qui sont impossibles à rentabiliser.» Nous y voilà : la rentabilité.

À partir du moment où l'on conçoit que le but de l'entreprise privée est généralement de faire des profits (être rentable), comment comprendre qu'elle puisse soudainement s'intéresser à un secteur «non rentable»? Sansfaçon, quelques lignes plus loin, saisit pourtant le but du privé et même, il mise dessus : «Quant à la recherche de profits, elle agit comme moteur pour produire des services de qualité au meilleur coût possible». Du même souffle, l'éditorialiste croit en la possibilité que «la population y trouve avantage en matière de qualité, de coût des services et de respect des échéances».

Mais pourquoi, soudainement, gérer l'offre des services de santé deviendrait rentable? Pourquoi serait-ce rentable pour le privé alors que ça ne représenterait que des coûts pour le secteur public? D'où au juste proviendraient les dollars que l'entreprise privée réussirait à gagner afin d'être rentable? Sansfaçon n'évoque pas l'option de rendre «payants» les services de santé. Il évoque même un éventuel avantage économique pour «les contribuables». Et si, comme il le prétend, les employés du secteur privé sont aussi bien traités que ceux du secteur public... le mystère de la rentabilité demeure entier.

Dans sa sagesse, l'éditorialiste conserve un doute : «la preuve reste à faire que, malgré des coûts d'emprunt supérieurs et des exigences très élevées de la part des actionnaires, l'entreprise privée serait en mesure de répondre aux attentes du public à un coût inférieur pour l'État».

En effet, c'est le moins qu'on puisse dire : la preuve reste à faire! Bref, Sansfaçon, dans cet éditorial, se contente de véhiculer, avec un semblant de regard critique, les idées malhonnêtes et floues du discours Charest. Reste-t-il au Québec un seul journal quotidien qui ait un réel regard critique?

MICHELLE LOSLIER

Le monde, c'est d'la marde

ON SAIT à quel point un titre est important. Il doit être précis, résumer l'article qu'il surplombe et, surtout, attirer l'œil. Ainsi, le *Jou'nal de Mourial* fait parfois des titres plus long que les articles. Au *Voir*, on fait des jeux de mots vaseux en se pensant spirituel. Dans le torchon quotidien *Le Métro*, on fait dans l'efficace descriptif : faut que ça fesse, faut que ça attire l'œil et faut que le quidam puisse comprendre sans avoir à lire l'article. Les voyageurs du métro sont pressés, ils ne font parfois que deux ou trois stations : il faut les informer, et vite vite vite.

On vous propose ici une petite analyse simple. Prenons une édition au hasard, mettons celle du 5 avril dernier. Prenons les mots des 14 titres dans les trois pages de nouvelles internationales. Retirons les articles et autres mots de transition pour ne garder que les verbes, substantifs, adjectifs et noms propres. Cela nous donne 58 mots. De ceux-ci, 20 ont un sens négatif dans le contexte où ils sont utilisés : tués (2), dégénère, insécurité, menace, terrorisme, suspect (2), opposants, défense, exploser, coups, filet, contre (2), inconnus, violences, éva-

cquée, bilan, génocide. Cela donne 35% des mots. Si on retire alors les noms propres (10 mots), cela donne 42% du vocabulaire utilisé. Conclusion : le quidam qui aura parcouru les pages internationales entre deux stations de métro croira que ça va crisser mal dans le monde. Il ne saura pas pourquoi, il ne connaîtra pas les faits ni le contexte, mais il aura intégré l'essentiel : le monde, c'est d'la marde – et quelle chance on a ici de vivre dans un pays civilisé.

MARCO SILVESTRO

Célébrons le 1^{er} mai

Fête internationale des travailleuses et des travailleurs

Pour le mieux-être et la justice sociale, contre l'exclusion et les inégalités à travers le monde, appuyons les travailleuses et les travailleurs qui luttent pour l'amélioration de leurs conditions de travail.



Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal



Dépositaire Norco
3251, St-Jacques O.
(514) 937-1860

Vente et réparations

Mise au point
printanière

24⁹⁵\$

Spéciaux sur
modèles 2003